



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

financement

Question au Gouvernement n° 2411

Texte de la question

AFFAIRE BETTENCOURT

M. le président. La parole est à M. Christian Paul, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Paul. Ma question s'adresse à M. Éric Woerth.

Monsieur le ministre, chaque jour qui passe révèle des informations illustrant des dérèglements insupportables qui empoisonnent la vie publique de notre pays et mettent gravement en cause le Gouvernement.

Il est de notre responsabilité d'exiger ici la clarté et la vérité, il est de votre responsabilité, comme de celle du Premier ministre et du Gouvernement, de nous répondre enfin, sans dissimulation ni diversion.

Ainsi, nous apprenons qu'il existe dans le département de l'Oise, votre département, une association qui a le statut d'un parti politique à part entière et qui, à ce titre, perçoit des dons privés importants. Cette association a pour nom " association de soutien à l'action d'Éric Woerth ".

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Et alors ?

M. Christian Paul. Ce parti politique, dont vos proches constituent le bureau, a pour fonction exclusive, vous me le confirmerez, ou le Premier ministre le confirmera, le soutien financier de votre vie publique. Vous êtes visiblement le destinataire et le bénéficiaire de ces financements.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Et alors ?

M. Christian Paul. Au vu de vos déclarations récentes, je souhaite vous poser très directement cette double question : avez-vous perçu, dans quel cadre et à quel titre, des dons émanant de Mme Liliane Bettencourt (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*) ? Le compte de votre parti politique dans l'Oise a-t-il été alimenté par un ou plusieurs chèques signés par Mme Bettencourt ou en son nom ? (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Devant la représentation nationale et devant les Français, je vous demande de répondre sans ambiguïté à cette question. (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Chacun comprendra que, dans le cas d'une réponse positive, il s'agit non plus seulement d'une regrettable confusion des genres, mais d'une dérive dont le Gouvernement doit très vite tirer toutes les conséquences. (*Mêmes mouvements.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Pas vous !

M. Dino Cinieri. Charognards !

M. Christian Paul. En effet, quels intérêts sert un ministre du budget, chargé de diriger l'administration fiscale (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), quand il est trésorier de l'UMP et, par ailleurs, bénéficiaire direct de financements de la première fortune de France ?

M. le président. La parole est à M. Brice Hortefeux, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

M. Brice Hortefeux, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*. Monsieur le député, je voudrais rétablir quelques vérités.

La vérité, c'est que vous avez choisi de rejoindre tous ceux qui, faute d'avoir un projet pour la France, se consacrent exclusivement à une chasse à l'homme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

La vérité, c'est que vous ne parviendrez jamais à salir l'honneur d'Éric Woerth, ni à détourner le Gouvernement de son action de réforme, ni à casser la solidarité de la majorité parlementaire. (*Applaudissements sur les bancs*

des groupes UMP et NC.)

M. Frédéric Cuvillier. Alors répondez !

M. Brice Hortefeux, *ministre de l'intérieur*. La vérité, c'est que vous faites preuve d'amnésie. Avez-vous oublié pourquoi, par qui et dans quelles conditions le financement de la vie politique a dû être encadré à la fin des années 80 et au début des années 90 ?

La vérité, c'est que les règles de financement de la vie politique sont aujourd'hui parfaitement claires, parfaitement transparentes, parfaitement contrôlées : financement public, interdiction du financement par les entreprises, limitations des dons des personnes physiques,...

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Répondez à la question !

M. Brice Hortefeux, *ministre de l'intérieur*. ...contrôle par la commission nationale des comptes de campagne. Les règles sont strictes, connues, respectées.

La vérité, c'est que les Français attendent des responsables publics qu'ils ne s'engluent pas dans des polémiques (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) au moment où notre pays doit faire face à d'immenses défis.

La vérité, mesdames, messieurs les députés socialistes, c'est qu'à force d'amalgames honteux (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*), d'affirmations gratuites (*Nouvelles protestations sur les bancs du groupe SRC*),...

M. Christian Eckert. Ce n'est pas vrai !

M. Brice Hortefeux, *ministre de l'intérieur*. ...de procédés obscurs, de sous-entendus calomnieux (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*), vous cherchez à salir un homme, en oubliant les règles, les valeurs et les principes de notre République. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC, dont la plupart des députés se lèvent. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Paul](#)

Circonscription : Nièvre (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2411

Rubrique : Partis et mouvements politiques

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er juillet 2010